

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 26 JUILLET 1921.

Projet de loi relatif à des aliénations d'immeubles domaniaux.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que j'ai l'honneur de soumettre aux délibérations des Chambres législatives est relatif à certaines aliénations de propriété et de jouissance d'immeubles domaniaux.

Ce projet étant de ceux qui paraissent ne devoir soulever aucune difficulté, je me permets d'insister, eu égard à l'importance de l'intérêt engagé, pour que les Chambres veuillent bien l'examiner dans le plus bref délai.

Les différentes dispositions se justifient par les considérations suivantes :

I.

L'Ourthe, rivière torrentueuse, dès son entrée sur le territoire de Liège, se divisait en de nombreux bras déversant à chaque crue leurs flots sur les régions riveraines.

Malgré leur nombre, ces bras ne pouvaient évacuer la masse d'eau amenée par l'Ourthe et ses affluents, et les communes limitrophes étaient chaque année dévastées par les crues.

Il fallait remédier à cette situation.

Lors de l'Exposition de Liège, en 1905, le Gouvernement fit exécuter les travaux de rectification de l'Ourthe.

Le Département des Travaux publics a continué à s'intéresser à l'état de choses existant en exécutant lui-même certains travaux et en intervenant par voie de subsides dans la dépense occasionnée par d'autres.

La suppression de coups d'eau appartenant à des usiniers et leur remplacement par des prises d'eau suffisantes pour maintenir ces usines en activité s'imposaient. Le côté hygiénique devait aussi préoccuper les pouvoirs publics. C'est ainsi que,

dans un but d'assainissement, il a été reconnu nécessaire d'établir plusieurs exutoires, et que leur construction a été poursuivie avec le concours de la ville.

Les derniers travaux, pour compléter la série entreprise en 1905, sont en voie d'exécution.

Une partie de l'ancien lit de l'Ourthe devient par le fait disponible, et doit être comblée. Elle n'a de valeur que pour la Société anonyme d'Athus-Grivegnée, la Société des Usines à Cuivre et à Zinc et la ville de Liège, toutes propriétaires contiguës. Ces terrains mesurent ensemble environ 10 hectares 72 ares ; on propose de les céder à la ville jusqu'à concurrence de 6 hectares 88 ares, pour être englobés en majeure partie dans la voirie ; à la Société d'Athus-Grivegnée jusqu'à concurrence de 3 hectares 24 ares et à la Société des Usines à Cuivre et à Zinc pour le surplus ou 60 ares environ.

Dans les éléments servant de base d'appréciation des contrats projetés, ces terrains sont estimés en leur état actuel au taux élevé de 15 francs le mètre carré. Leur cession aux usines aura d'ailleurs pour résultat de faciliter le rachat, absolument indispensable, des coups d'eau leur appartenant.

Il importe, pour ne pas enrayer l'exécution des travaux, que les accords projetés puissent être réalisés de toute urgence.

II.

L'État est propriétaire sur le territoire de la commune d'Angleur, entre le canal de l'Ourthe, la dérivation de cette rivière et les terrains de la Société de la Vieille-Montagne, d'un terrain d'une superficie de 1 hectare 19 ares 34 centiares, dont l'acquisition est demandée par la Compagnie Intercommunale des Eaux de l'agglomération liégeoise et extensions, en vue d'y établir une installation de captation d'eau potable pour l'alimentation des communes circonvoisines.

Elle consent à payer le prix de 20 francs le mètre carré, ce qui représente incontestablement la haute valeur de l'immeuble.

Dans ces conditions et eu égard aux nombreux avantages que procure toute distribution d'eau, je n'hésite pas à proposer d'accueillir favorablement la demande.

La société serait désireuse de mettre la main à l'œuvre dans le plus bref délai.

III.

L'article 2, n° 5 de la loi du 10 août 1909 a autorisé le Ministre des Finances à céder gratuitement à la Fabrique de l'église de Saint-Philippe-de-Néri à Ixelles, la jouissance de l'église de l'ancienne Abbaye de la Cambre et d'un bâtiment attenant destiné à servir de presbytère, à charge par elle d'exécuter les travaux de restauration, de dégagement et d'entretien, et sous la réserve que la jouissance prendrait fin dans le cas où l'église cesserait d'être affectée à la célébration du culte paroissial.

La note justificative de cette disposition est publiée dans le document de la Chambre du 7 juillet 1909, n° 198, page 2.

D'après les dispositions arrêtées primitivement le cloître de l'ancienne Abbaye de la Cambre ne devait pas être conservé. C'est ainsi que le procès-verbal dressé

Projet de loi relatif à des aliénations
d'immeubles domaniaux.

Wetsontwerp
betreffende de vervreemding van
onroerende domeingooderen.

ALBERT,

ROI DES BELGES,

A tous, présents et à venir, Salut!

Sur la proposition de Notre Ministre
des Finances,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Finances présen-
tera en Notre nom, aux Chambres
législatives, le projet de loi dont la
teneur suit :

ARTICLE UNIQUE.

Le Ministre des Finances est autorisé :

1° A céder de gré à gré :

a) à la ville de Liège, environ 6 hec-
tares 88 ares de fonds à remblayer, étant
une partie de l'ancien bras de l'Ourthe
désaffectée;

b) à la Société anonyme d'Athus-
Grivegnée, environ 3 hectares 24 ares
de fonds de même provenance;

c) à la Société anonyme les Usines
à Cuivre et à Zinc, environ 60 ares de
fonds de même provenance;

d) à la Compagnie intercommunale
des Eaux de l'agglomération liégeoise
et extensions, un terrain mesurant
approximativement 1 hectare 19 ares

ALBERT,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, Heil!

Op de voordracht van Onzen Minister
van Financiën,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Financiën zal, in
Onzen naam, bij de Wetgevende Ka-
mers het wetsontwerp indienen, waar-
van de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Minister van Financiën wordt
gemachtigd :

1° Om uit de hand af te staan :

a) aan de stad Luik, ongeveer 6 hec-
taren 88 aren aan te plompen grond,
zijnde een buiten gebruik gesteld gedeelte
van den voormaligen arm der Ourthe;

b) aan de Naamlooze vennootschap
van Athus-Grivegnée, ongeveer 3 hec-
taren 24 aren grond van zelfde herkomst;

c) aan de Naamlooze vennootschap
« les Usines à Cuivre et à Zinc », onge-
veer 60 aren grond van zelfde herkomst;

d) aan de « Compagnie intercommu-
nale des Eaux de l'agglomération lié-
geoise et extensions », een terrein
metende benaderend 1 hectare 19 aren

34 centiares situé à Angleur, entre le canal de l'Ourthe et la dérivation de cette rivière.

2° A céder gratuitement à la Fabrique de l'église de Saint-Philippe-de-Néri, à Ixelles, la jouissance du cloître de l'ancienne Abbaye de la Cambre, sous les conditions imposées par la loi du 10 août 1909, article 2, n° 5.

3° A aliéner publiquement ou de gré à gré :

a) les immeubles d'une superficie totale de 39 hectares 48 ares 47 centiares appartenant à l'État belge dans le Midi de la France, à Saint-Jean Cap Ferrat, à Villefranche et à Nice;

b) les immeubles sis en France appartenant à l'État belge et dépendant des Sanatoriums de Chanay (département de l'Ain) et de Job (Puy-de-Dôme).

Donné à Bruxelles, le 23 juillet 1921.

34 centiaren, gelegen te Angleur tusschen de vaart der Ourthe en de afleiding dier rivier.

2° Om kosteloos af te staan aan de Kerkfabriek van Saint-Philippe de Néri, te Elsene, het genot van het klooster der voormalige abdij van Ter Cameren, mits de voorwaarden opgelegd bij de wet van 10^e Augustus 1909, artikel 2, n° 5.

3° Om openbaar of uit de hand te vervreemden :

a) de onroerende goederen eener gezamenlijke oppervlakte van 39 hectaren 48 aren 47 centiaren toebehoorende aan den Belgischen Staat in het Zuiden van Frankrijk, te Saint-Jean Cap Ferrat, te Villefranche en te Nice;

b) de in Frankrijk gelegen onroerende goederen toebehoorende aan den Belgischen Staat en behoorende bij de Sanatoriums te Chanay (Departement van de Ain) en te Job (Puy-de-Dôme).

Gegeven te Brussel, den 23^e Juli 1921.

ALBERT.

PAR LE ROI :

Le Ministre des Finances,

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Financiën,

THEUNIS.

le 2 août 1910 envisageait la remise du cloître à la fabrique de l'église pour être démolé. Une étude plus complète du problème de la Cambre a fait reconnaître depuis qu'il y avait lieu de conserver et de restaurer ces vestiges du passé, et d'assurer au cloître une affectation qui ne s'écarte pas de sa destination historique.

Il a paru indispensable à cet effet de garder le cloître comme annexe de l'église, dans les mêmes conditions que celle-ci.

La loi du 10 août 1909 n'a visé que l'église et le bâtiment destiné à servir de presbytère. Le Gouvernement propose d'étendre le bénéfice de cette loi au cloître de l'ancienne Abbaye et d'en confier la jouissance à la Fabrique de l'église de Saint-Philippe-de-Néri, avec charge de le restaurer et de l'entretenir, de manière à doter le quartier d'un ensemble archéologique et historique du plus haut intérêt.

Il est superflu d'ajouter que feront partie du domaine remis à la fabrique les terrains qui constituent une dépendance intégrante et nécessaire des bâtiments dont elle aura la jouissance.

IV.

L'acte additionnel au Traité de reprise du Congo, approuvé par la loi du 18 octobre 1908, a attribué à l'État belge la propriété d'immeubles à la Côte d'Azur situés à Saint-Jean Cap Ferrat, à Villefranche et à Nice d'une superficie totale de 39 hectares 48 ares 47 centiares.

Le Gouvernement français n'autorisa le transfert de ces immeubles au nom de la Belgique que moyennant l'assurance formelle que le Gouvernement belge vendrait les immeubles dans le délai le plus rapproché possible.

Les documents de transfert furent enregistrés à Nice le 15 mars 1913 et transcrits le 18 du même mois; mais par suite de la guerre, aucune mesure n'a été prise en vue de la vente.

Par leur étendue et leur nature spéciale, ces immeubles ne se prêtent guère à une vente publique en masse. Bien que l'adjudication aux enchères doive rester la règle, il arrivera, lorsque l'Administration se trouvera en présence d'amateurs disposés à payer un prix de convenance et qu'aucune compétition ne pourra être escomptée, qu'il sera de l'intérêt bien entendu du Trésor de céder certains lots de gré à gré.

Le Gouvernement sollicite les pouvoirs nécessaires à cet effet.

V.

Les mêmes pouvoirs sont demandés en ce qui concerne les immeubles dépendant des Sanatoriums de Chanay (département de l'Ain) et de Job (Puy-de-Dôme), que le Gouvernement belge avait organisés en France pendant la guerre pour venir en aide aux malades belges réfugiés dans ce pays.

La suppression de ces établissements a été décidée dans un but d'économie; il est urgent pour l'Administration des Domaines de pouvoir s'occuper de l'aliénation des immeubles.

Une partie de la propriété de Chanay, dont la réalisation a été autorisée par l'article 72 de la loi du 16 août 1920, contenant le Budget des Voies et Moyens de l'exercice 1920, a été vendue aux enchères les 28, 29 et 30 octobre et le 25 novembre 1920, moyennant le prix de 315,000 francs. Il reste à réaliser l'établissement proprement dit avec 40 hectares de terres, prés et dépendances.

L'établissement de Job et ses dépendances, qu'il y a lieu de mettre en vente, ont une superficie approximative de 23 hectares.

Le Ministre des Finances,

THEUNIS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 26 JULI 1921.

Wetsontwerp betreffende vervreemdingen van onroerende domeingóederen.

MEMORIE VAN TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat ik de eer heb aan de beraadslaging der Wetgevende Kamers te onderwerpen, betreft zekere vervreemdingen van eigendom en van genot van onroerende domeingóederen.

Daar dit ontwerp geene bezwaren schijnt te moeten opwerpen, veroorloof ik mij, gezien de gewichtigheid van het betrokken belang, aan te dringen opdat de Kamers hetzelfde willen onderzoeken binnen den kortst mogelijken tijd.

De verschillende bepalingen worden door volgende overwegingen gerechtvaardigd :

I.

De Ourthe, onstuimige rivier, splitste zich op het grondgebied van Luik, in vele armen, wier wateren bij elke stijging over de aanpalende streken heen spoelden.

Niettegenstaande hun aantal konden deze armen de massa water niet afleiden door de Ourthe en hare bijwaters aangebracht, en werden de aangrenzende gemeenten ieder jaar door de waterklimmingen verwoest.

Aan dezen toestand diende verbetering te worden gebracht.

Bij de tentoonstelling van Luik, in 1905, deed de Regeering werken, tot herstelling van den loop der Ourthe uitvoeren.

Het Departement van Openbare Werken stelde verder belang in den stand der zaken, door zelf zekere werken uit te voeren, en door, bij wege van toelagen, tusschen te komen in de uitgaven veroorzaakt door andere.

De noodzakelijkheid der afschaffing van waterslagen toebehoorende aan fabriekbezitters en der vervanging door waterafleidingen voldoende om hunne fabrieken in werking te houden, drong zich op. De gezondheidstoestand moest

H.

eveneens de bezorgdheid der openbare besturen opwekken. Aldus werd, met een doel van gezondmaking, noodig bevonden verscheidene afleidingen te bouwen, en werd hunne aanlegging met de hulp der stad voortgezet.

De laatste werken tot voltooiing der in 1903 ondernomen reeks worden thans uitgevoerd.

Een gedeelte der vroegere bedding van de Ourthe is aldus beschikbaar en moet gedempt worden. Dit deel heeft slechts waarde voor de naamlooze vennootschap van Athus-Grivegnée, de vennootschap der « Usines à Cuivre et à Zinc » en de stad Luik, alle belendende eigenaars. Die gronden meten te samen ongeveer 10 hectaren 42 aren, men stelt voor ze aan de stad af te staan tot beloop van 6 ha. 88 a. om grootendeels in de wegenis te worden opgenomen; aan de vennootschap van Athus-Grivegnée tot beloop van 3 ha. 24 a. en aan de vennootschap der « Usines à Cuivre et à Zinc » voor het overige of ongeveer 60 aren.

In de gegevens strekkende tot beoordeelingsgrondslag der ontworpen overeenkomsten, worden die gronden in hunnen huidige staat op den hoogen prijs van 15 frank per m² geschat. Hun afstand aan de fabrieken zal overigens voor gevolg hebben den volstrekt onontbeerlijken wederaankoop der hun toebehoorende waterafzettingen te vergemakkelijken.

Om de uitvoering der werken niet te verhinderen behooren de ontworpen overeenkomsten ten spoedigste te worden getroffen.

II.

Op het grondgebied der gemeente Angleur, tusschen de vaart der Ourthe, de afleiding dier rivier en de gronden der « Société de la Vieille Montagne » is de Staat eigenaar van eenen grond eener oppervlakte van 1 hectaar, 19 aren, 34 centiaren, waarvan aankoop wordt gevraagd door de « Compagnie intercommunale des Eaux de l'agglomération liégeoise et extensions », met het oog op de vestiging op dien grond eener inrichting tot het vatten van drinkbaar water ter bevoorrading der omliggende gemeenten.

Zij stemt toe den prijs van 20 frank per vierkanten meter te betalen, die ontegensprekelijk de hooge verkoopwaarde van het goed vertegenwoordigt.

In die voorwaarden en met inachtneming der talrijke door elke waterleiding medegebrachte voordeelen, aarzel ik niet voor te stellen de vraag gunstig te onthalen.

De vennootschap wenscht zoodra mogelijk de werken aan te vangen.

III.

Artikel 2, nummer 3, der wet van 10 Augustus 1909 heeft den Minister van Financiën gemachtigd kosteloos aan de Kerkfabriek van Sint-Philippus-Nerius, te Elsene, het genot af te staan van de voormalige Abdij van Ter Kameren en van een aanpalend gebouw bestemd om tot pastorij te dienen, ten laste voor haar de herstellings- toegangs- en onderhoudswerken uit te voeren en onder voorbe-

houd, dat het genot zou eindigen ingeval de kerk zou ophouden te worden aangewend tot uitoefening van den parochialen eeredienst.

De verantwoordende nota dier bepaling is bekend gemaakt bij het bescheid der Kamer van 7 Juli 1909, n^o 198, bladzijde 2.

Naar de aanvankelijk getroffen schikkingen, moest het klooster der voormalige Abdij van Ter Kameren niet behouden blijven. Aldus stelde het op 2 Augustus 1910 opgemaakte proces-verbaal het afgeven tot slooping van het klooster aan de Kerkfabriek in uitzicht. Een grondigere studie van het vraagstuk van Ter Kameren wees sedert dien uit, dat er aanleiding bestond die overblijfsels van het verleden te bewaren en te herstellen, en aan het Klooster eene aanwending te geven, die van zijn historische bestemming niet afwijkt.

Te dien einde bleek het noodwendig het klooster als bijgebouw der kerk te behouden, in dezelfde voorwaarden als deze.

De wet van 10 Augustus 1909 beoogde slechts de kerk en het gebouw, dat tot pastorij dienen moest.

De Regeering stelt voor het voordeel dezer wet uit te breiden tot het klooster der oude voormalige abdij en het genot ervan te verleenen aan de Kerkfabriek Sint-Philippus-Nerius met last het te herstellen en te onderhouden, en derwijze de wijk met een oud en geschiedkundig geheel van het hoogste belang te begiftigen.

Het is overbodig bij te voegen, dat zullen deel uitmaken van het aan de Fabriek afgegeven domein de gronden, die een integreerende en noodzakelijke aanhoorigheid uitmaken van de gebouwen, waarvan zij het genot zal hebben.

IV.

De aanvullende akte van het verdrag tot overname van Congo, goedgekeurd bij de wet van 18 October 1908, kende aan den Belgischen Staat den eigendom toe van onroerende goederen aan de Côte d'Azur, gelegen te St-Jean Cap Ferrat, te Villefranche en te Nice, eener gezamenlijke oppervlakte van 39 hectaren, 48 aren 47 centiaren.

De Fransche Regeering machtigde de overdracht dier onroerende goederen op België's naam slechts mits de stellige verzekering, dat de Belgische Regeering de onroerende goederen binnen den kortst mogelijken termijn zou verkoopen.

De overdrachtsbescheiden werden te Nice geregistreerd op 15 Maart 1913 en op 18 derzelfde maand overgeschreven; maar uit oorzaak van den oorlog werd geen maatregel tot den verkoop getroffen.

Wegens hunne oppervlakte en hunnen bijzonderen aard leenen die onroerende goederen zich geenszins tot openbare verkooping in massa. Alhoewel toewijzing bij opbod regel dient te blijven, zal het voorkomen, dat wanneer het Beheer zich tegenover liefhebbers zal bevinden, die geneigd zijn een behoorlijken prijs te betalen en dat geen mededinging mag verwacht worden, het in het welbegrepen belang der Schatkist ware sommige loten uit ter hand af te staan.

De Regeering vraagt de daartoe vereischte macht.

V.

Dezelfde macht wordt aangevraagd, wat betreft de onroerende goederen behorende bij de Sanatoriums van Chanay (Departement der Ain) en van Job (Puy de Dôme), welke de Belgische Regeering tijdens den oorlog had opgericht, om in dit land gevluchte Belgische zieken ter hulp te komen.

De afschaffing dier inrichtingen werd bezuinigingshalve beslist; het is voor het Beheer der domeinen dringend de vervreemding der onroerende goederen te kunnen aanvatten.

Een gedeelte van het eigendom te Chanay, waarvan de te geldemaking wordt veroorloofd bij artikel 72 der wet van 16 Augustus 1920, houdende de begroo-ting van 's landmiddelen over het dienstjaar 1920, werd op 28, 29 en 30 October en op 25 november 1920 bij opbod verkocht, tegen den prijs van 315,000 frank. De eigenlijk gezegde inrichting met 40 hectaren grond, weiden en aanhoorig-heden blijft nog te gelde te maken.

De inrichting te Job met aanhoorigheden, die te koop moeten gesteld worden, hebben eene benaderende oppervlakte van 23 hectaren.

De Minister van Financiën,

THEUNIS.